

Trois témoins portent un regard différent sur les « paroles » précédentes avec le souci, à partir de l'endroit d'où ils parlent, de donner un point de vue et, à l'occasion, d'ouvrir quelques perspectives.

Annick Davisse, dont la lutte en faveur de la place à accorder aux filles en EPS a imprégné nombre de concours et surtout de pratiques, incontestable ressource de la discipline dans ce domaine, s'exprimera au plan politique le plus général, afin de rendre compte de la nature des enjeux.

Bernard Doray, psychiatre et psychanalyste, très impliqué dans le mouvement social, donnera son avis sous l'angle de sa spécialité.

Cécile Vigneron, qui vient de terminer une thèse sur ce thème*, abordera la question sous l'angle plutôt sociologique.

Une grande avancée mais...

Annick Davisse : 1984 : une classe de quatrième seulement sur trois reste mixte en EPS, IPR, EPS : 2004 : c'est le cas de plus de 80% ; la mixité filles/garçons en EPS, en voie de généralisation, a suivi la logique du collège unique. Mais les témoignages indiquent que persiste la tension entre idéal d'égalité, de culture commune et réalité des apprentissages effectifs des filles et des garçons.

Les enjeux éducatifs et la réalité des acquis des filles en EPS

Du côté des principes, on ne peut plus ergoter : séparer les filles et les garçons n'est plus acceptable. La défense de la mixité est désormais une question politique de même ordre que celle du collège unique. Mais la difficulté aussi est la même, on a certes mis les élèves ensemble, « sous le même toit », mais face à des contenus et des pratiques inchangées, et l'exigence d'égalité bute, du côté des pratiques, sur la réalité des différences¹. Ainsi, en EPS, la sanction par les notes au bac est un redoutable révélateur : « deux points d'écart même en bidouillant » dit Mathieu, confirmant les compte rendus des commissions académiques, Brigitte précise « jusqu'à quatre points en tennis de table » etc. Les collègues interrogés ne se contentent pas de ce que filles et garçons

« vivent ensemble », l'objectif est qu'elles et ils « apprennent ensemble », on ne ferme donc plus les yeux sur les éternelles débutantes du volley, les trottinantes du 80 mètres ou les marelles en guise de saut en longueur. Cet objectif interroge une mixité où filles et garçons sont les uns à côté des autres, mais où entre « menus » et « groupes affinitaires », on fait souvent comme on peut, l'acuité du questionnement n'étant évidemment pas la même en collège et en LP, en sixième et en quatrième.

L'attitude offensive de ces « collègues qui travaillent en mixité et qui viennent en formation continue sur ce thème parce que ça leur pose problème » (Caen) n'est pas générale, puisqu'à l'inverse les enseignants les jeunes, avec le plus fort taux de classes mixtes (93% des quatrième de Seine-Saint-Denis), ne formulent pas une demande de formation à ce sujet. Ce paradoxe conduit à se demander s'ils sont en mesure de voir l'activité réelle des adolescentes ? L'inflation, ces dernières décennies, de considérations, souvent hors pratiques, sur le général, le transversal etc., ne contribue-t-elle pas à occulter le constat de ce que font réellement les filles en EPS en fin de scolarité ?

On peut aussi craindre que la seule prise en compte du déficit au bac ne

*Thèse en sciences de l'éducation : la construction des inégalités de réussite en EPS au Bac, entre filles et garçons.

conduise qu'à une nouvelle révision des barèmes, déjà « adoucis » à la fin des années 80. Nous étions peu, à l'époque, à prévenir que cela ne changerait rien, et que les pratiques réelles des filles ne s'amélioreraient que lorsque serait élucidée la double question de leur rapport au savoir et de l'histoire sexuée de ces APS...

Les références de l'EPS : plus souvent en territoire des hommes

L'éclairage médiatique de l'année écoulée, sur la mixité en général, a privilégié des analyses sociologiques qui, sur la base de concepts féministes anglo-saxons, ne traitent que la question des relations filles/garçons/enseignant/enseignante. Il a laissé dans l'ombre celle des contenus d'enseignement et des conditions de leur appropriation.

De ce point de vue, les témoignages constituent d'intéressants outils pour élucider le diagnostique du « faible niveau en EPS » de trop de filles, pour ne plus interpréter leur moindre engagement en sport collectif comme un manque de « moyens » et saisir « le sentiment de nullité de nombreuses adolescentes » (Stéphane). Personne ne reprend ici les mauvais conseils du BO spécial mixité de 2000 qui - à partir de cas de figure qui m'étaient empruntés - consistaient surtout à faire la morale aux garçons (pour qu'ils coopèrent davantage avec les filles). Les collègues savent bien en effet que ce ne sont pas les garçons qui empêchent les filles de jouer, mais la représentation qu'elles se font des activités sportives. Relever le défi de la mixité en EPS oblige donc d'abord à admettre que les filles ne sont pas toutes spontanément sportives, ni même acquises aux vertus de l'activité physique, et donc à déjouer l'apparente neutralité des références culturelles. Il nous faut donc avoir en tête comment les activités sportives se sont structurées dans l'histoire des hommes, au double sens d'histoire de l'humanité et d'histoire des rôles sociaux masculins, tissés dans l'affrontement, le défi et l'épreuve. Deux questions s'ensui-



D. R.

vent : ces activités valent-elles que les filles se les approprient, et si oui comment y parvenir ? Sans l'école, la plupart d'entre elles ne découvrirait jamais les sports collectifs, cette orientation n'étant presque jamais celle choisie par les parents pour les petites filles². Il y a là, pourtant, un monde à gagner, celui de l'affrontement collectif régulé ; songe-t-on suffisamment comment cela peut aider à la représentation de l'égalité ! Penser des programmes mixtes c'est aussi augmenter radicalement la place de la danse, « j'aimerais faire de la danse, dit Mathieu, pour répondre aux sollicitations de nombreuses filles », et les garçons en ont autant besoin pour peu qu'à nouveau on sache y penser à la fois diversité et acquis communs.

En cela, culture commune, initiatrice, la culture scolaire n'a pas à reproduire automatiquement la forme actuelle de la référence culturelle sportive, où d'ailleurs beaucoup d'activités et la plupart des compétitions sportives sont séparées, pas plus que celle de la danse contemporaine.

C'est tout l'intérêt du cycle de gymnastique proposé par Annie, pour mettre en relation la prise en compte de la diversité et une visée exigeante de la culture commune. Ce qui n'est pas si fréquent c'est qu'au-delà de la différenciation des « entrées » elle traite de

.....

1. Voir *Sport, école société, la différence des sexes* Annick DAVISSE et Catherine LOUVEAU, préface de Geneviève FRAISSE, aux éditions L'Harmattan (1998), « *sport pour les filles, lecture pour les garçons, Chiche ?* », dans *Pour une culture commune, de la maternelle à l'université* sous la direction d'Hélène ROMIAN, Institut de recherche de la FSU, et « *Elles papotent, ils gigotent* dans la revue Ville-Ecole-Intégration (n° 116, mars 1999).

2. C'est un des enseignements majeurs de l'enquête menée à Orsay sur les décrochages des adolescentes, sous la direction de Catherine LOUVEAU, Annick DAVISSE et Jacotte SELS.





Tessa Polak

la programmation des activités, de la durée des cycles, des modes de groupement et de l'évaluation. C'est *in fine* la qualité d'analyse de l'activité gymnique, telle que Paul Goirand l'a produite (et particulièrement sa dimension anthropologique saisissant les logiques d'action des pratiquants dans leur diversité) qui permet de penser ensemble différences et culture commune. Mais

précisément, cet outil essentiel fait souvent défaut aux collègues.

Prendre « en considération » les différences, ce n'est pas les « respecter »

Pourtant Annie récusé que la différence filles/garçons soit particulière : « filles, garçons... des différences il y en a oui... mais pas plus qu'entre untel et untel », et pour beaucoup de collègues de Créteil, elle n'est qu'un cas de figure de l'hétérogénéité. Oui et non !

Oui, au sens où les atypiques indiquent, en effet loupe, le besoin de la mixité, comme ces filles sportives que nous avons toutes été et qui s'ennuyaient souvent entre filles, ou comme ces garçons rêveurs à qui la mixité permet d'échapper (un peu ?) à l'exacerbation du combat entre pairs. Oui parce qu'une fille de quatrième entraînée, en hand par exemple, y réussit mieux que la plupart des garçons de sa classe. Oui enfin au sens où il faut en finir avec ce « respect » des différences qui autoriserait tous les renoncements dans un « chacun sa culture » relativiste (cf. ci-contre « rugby ou danse »). Prendre en considération les différences, c'est plutôt comme dit Fabienne, « faire avec », et J. Y. Rochex indique que « travailler à partir des représentations c'est travailler à en partir ».

Pourtant non, la différence des sexes n'est pas une forme comme une autre de la diversité, il faut entendre l'apport historique des féministes, la différence

des sexes n'est pas une différence parmi les autres, elle est historiquement, anthropologiquement la différence et son histoire est aussi celle de l'oppression des femmes. Si l'ensemble des activités humaines et de leurs représentations en sont marquées, cette trace semble plus durable encore dans la structuration historique des activités sportives parce que le corps est en jeu (et enjeu). Il ne s'agit pas seulement de l'absence des femmes mais de ce qu'elle autorise d'exacerbation virile, notamment dans les activités d'opposition. Je trouve difficile de démêler cet écheveau dans les sports collectifs. Je crois comme Yves Clot³ qu'il ne faut pas, à tout propos, banaliser le terme de violence, reste à élucider la rapport – au moins historique – entre virilité, défi, épreuve et affrontement. A le faire insuffisamment, on laisse s'installer une euphémisation dénuée de sens (situant par exemple la coopération en amont de l'opposition). Faute de ce débat, on voit ici ou là la mise en question (cf. les controverses sur « les valeurs » dans les témoignages), voire l'abandon des sports co interpénétrés. La mixité peut y pousser, car c'est bien la force de ce marquage sexué est aussi à l'œuvre dans l'éloignement et les raisons d'agir (ou non) des adolescentes. Dans « La différence des sexes »⁴, Geneviève Fraisse suggère que « l'opposition identité-différence est en fait une conjonction. Les deux sexes sont à la fois semblables et différents », et nous adresse cette invitation : « cessons donc d'opposer la différence à l'égalité et voyons plutôt comment il faut fabriquer de l'égalité avec l'identique et le différent ».

Les difficultés des filles des quartiers populaires... sans déni ni fantasme

Ni l'enquête de Créteil, ni les témoignages ne mentionnent une forte dégradation des relations filles/garçons (trois échos à Créteil, un à Caen) alors que les médias (et des néoféministes) mènent grand bruit sur cette question. Qu'en penser ? Les médias en rajoutent-ils, ou sommes-nous, les profs d'EPS, trop insensible à cette dimension ? Ou... les deux ?

Le rapport de Marie Choquet (INSERM pour le MJS) confirme ce que nous disons de longue date : le hiatus image de soi/image du sport est ren-

3. Cf. Société française, n°11 (1998) consacré à « sport et violence ».

4. PUF, collection Philosophie, 1996.

5. Cf. le rapport de Brigitte Deydier : du fait du « développement de nouveaux freins culturels d'ordre communautaire dans les quartiers urbains sensibles (...) le monde du sport ne peut sans réagir assister à la lente exclusion des filles de certains quartiers ». Elles font moins de sport que dans les milieux aisés, ce n'est pas vraiment un scoop, mais quelle étude permet au Ministre et à la rapporteure d'énoncer qu'elles en font « de moins en moins » ?

6. Cf. Laurent Muchielli : *Violences et insécurité, fantasmes et réalités dans le débat français*, la découverte, 2002.

7. Il faudrait par exemple se préoccuper du suréchec des garçons : les 80% au niveau bac, on y est presque avec les filles (plus de 75% selon les statistiques ministérielles, toutes voies de formation cumulées, les garçons n'y parvenant qu'à 63%). Dans une génération, en 2002, 68,5% des filles ont le bac, 55,6% des garçons (l'écart augmentant régulièrement). Et si nous parlions du sexe des savoirs à nos collègues profs de lettres, secteur de difficulté de beaucoup de garçons ? Et si nous examinons le difficile rapport à l'écrit et aux livres des étudiants de STAPS ?

8. Préface de Sports, école, société : la différence des sexes, cf. note 1.

forcé, à l'adolescence, pour les filles (et non pour les garçons) des milieux populaires. Le Ministre de la jeunesse et des sports a trouvé l'explication : ce sont les frères qui empêchent la pratique sportive des filles des « quartiers urbains sensibles » comme il dit⁵. Il ne s'agit pas ici de nier le risque communautariste, mais les filles non musulmanes des quartiers font-elles davantage de sport ? Cela fait 20 ans que nous réclamons que l'on se penche sur les inégalités en matière de sport dans les quartiers populaires, mais le choix ministériel est ici une logique de stigmatisation (comme le disait un urgentiste l'été dernier, ce gouvernement ne cherche pas de solutions, il cherche des coupables). C'est comme de substituer l'ethnique au social⁶, c'est économique surtout, même si le rapport Deydier suggère de s'intéresser à la présence des filles dans les AS des ZEP, ce qui est effectivement nécessaire. Les équipes féminines de sports collectifs de Seine-Saint-Denis viennent plutôt des collèges de ZEP, et les collègues de ces établissements confirment le dynamisme des collégiennes (6^e/5^e). Pourtant, en LP au contraire, c'est l'affaïssement, comme l'indiquent ici les témoignages des collègues de lycée professionnel. Que s'est-il passé ? Il faudrait, pour en savoir plus, suivre de près une cohorte mais on peut craindre que cet écart corrobore hélas le constat de la fragilité des acquis du collège pour les filles lorsqu'ils ne sont pas relayés hors école (club, association ou pratique en famille), et du coup, la difficulté accrue de la mixité. Le beau défi de Stéphane « aider les adolescentes à passer de « je ne suis pas douée » (ou « ce n'est pas pour moi ») à « si je m'entraîne, je peux y arriver » ça vaut donc la peine, reste la piste à creuser.

Le combat contre les violences faites aux filles nous concerne (comme par ailleurs l'éducation sexuelle), mais sous peine de produire l'effet contraire, il ne s'agit pas de stigmatiser ou pire d'humilier les garçons. Pouvons-nous par contre aider davantage les filles à se faire « reconnaître » comme actrices compétentes et libres ? Pouvons-nous aider les garçons à mettre des mots sur leurs désarrois et leurs rages⁷.

« La démocratie est plus à l'aise pour dire le semblable que le différent, plus

Madame DAVISSE

Choisy, le 24 janvier 2004

à Patricia Martin, à propos de l'émission *Alter Ego* consacrée à la mixité filles-garçons (18 décembre)

Madame,

Bien que vous m'ayez citée en début d'émission, sans que j'ai saisi en quel sens (« cette dame, qui est quand même inspectrice pédagogique... » ?), je n'ai pu accéder au débat, trop de demandes m'a-t-on dit. L'éducation physique et sportive y a beaucoup été évoquée, mais sans apport de connaissance à ce sujet. Cet enseignement est-il si insignifiant que tout un chacun puisse en juger au mépris des travaux de recherche et de l'expérience de ses praticiens de terrain ?

J'ai trouvé un peu triste la faible ambition culturelle dont faisaient preuve vos interlocuteurs, en particulier pour les filles : ainsi pour François Dubet, filles et garçons devraient pouvoir « faire ce qu'ils veulent, rugby ou danse ». Aller au bout de ce raisonnement, c'est renoncer à la culture commune ; la défense de la mixité, comme celle du collège unique ne peut pas se contenter de ce que les élèves soient seulement réunis « sous le même toit » (selon l'expression de C. Fouchet en 1963).

En matière de mixité en EPS, nous avons beaucoup avancé : pour seulement un tiers des classes de quatrième mixtes au début des années 80, des sondages en cours indiquent que nous en serions aujourd'hui à plus de 90%. Pour obtenir ce progrès, il n'a pas suffi de proclamer que la mixité était nécessaire en laissant croire qu'elle serait sans problème, et en laissant les enseignant-e-s se débrouiller avec les obstacles réels. La maintenir comme cap tout en la déclarant problématique a conduit notre profession à inventer, à chercher collectivement des solutions. Or, et c'est le second registre absent de votre émission, ce n'est pas du côté des relations filles/garçons/enseignants que se trouvent les pistes les plus efficaces, mais du côté des contenus d'enseignement et de leur élaboration. Comment les différences de rapport à la culture selon le sexe interrogent-elles l'histoire des pratiques culturelles ? Dans le cas évoqué du rugby ou de la danse, par exemple faut-il renoncer à ce que les filles puissent s'approprier un peu cette pratique structurée dans le territoire des hommes, et vice versa pour les garçons concernant la danse ? Ces initiations, émancipant les jeunes des marquages de leurs cultures diverses constituent précisément la mission spécifique de l'école, mais alors elles appellent des approfondissements didactiques importants et une réflexion forte sur la particularité des pratiques scolaires, c'est-à-dire de ce qu'est le « pour tous ». On ne saurait se contenter d'un « vivre ensemble » ne visant au mieux que la tolérance, au pire la pacification ; la prise en considération des différences peut et doit élargir une culture partagée. Il s'agit, de façon plus ambitieuse « d'apprendre ensemble ». Au contraire, le déni comme le « respect » de la diversité confortent les inégalités telles qu'elles sont dans la société.

C'est au prix de cette double exigence (visée de culture commune et prise en considération des différences) que l'on peut échapper au renoncement ambiant, celui de Luc Ferry par exemple lorsqu'il souhaite seulement que chacun « réussisse quelque chose ». C'est cette pente relativiste qui met l'idéal républicain réellement en danger...

Je vous adresse mes salutations distinguées,

Annick DAVISSE, Inspectrice pédagogique régionale retraitée, coauteure avec Catherine Louveau de *Sports, école, société : la différence des sexes* (L'Harmattan 1998).

encore, la démocratie veut que le différent se fonde dans le semblable... Un effort est ainsi demandé au lecteur, celui d'abandonner ses certitudes républicaines quant à l'obligation de neutralité, et d'entrer sur le terrain des contradictions » nous disait encore Geneviève Fraisse⁸, visant « un enjeu de civilisation, celui d'offrir aux deux sexes la possibilité d'être au plus près de soi-même comme sujet, mélange toujours singulier en chacun de masculin et de féminin ». La mixité participe de ce travail, j'ai longtemps eu

un sentiment de solitude à en dire la complexité. Des voix nouvelles se font aujourd'hui entendre, sans doute comme à propos du sport, à partir des questions de la parité en politique, de la dynamique lancée par Marie George Buffet avec les assises femmes et sports de 1999. Faudrait-il un « observatoire de la mixité » ? Je ne sais, mais l'accumulation de témoignages, de récits de pratiques, de mise en commun du « comment faire » est sûrement la bonne voie ☐